



## ARS de Normandie

A l'attention de M<sup>me</sup> Isabelle CLEREMBEAUX  
Délégation départementale de l'Orne  
Cité administrative  
Place Bonet  
BP 539  
61 016 ALENCON Cedex

Alençon, le 11/09/2025

### Objet : **Avis Protection du captage « Grouas » à REVEILLON**

Dossier suivi par : Sandrine LEPLÉ

Ligne directe : 02.33.31.48.20

[sandrine.leple@normandie.chambagri.fr](mailto:sandrine.leple@normandie.chambagri.fr)

#### Siège social

52, bd du 1<sup>er</sup> Chasseurs  
CS 80036 – 61001 Alençon cedex  
Tél. 02 33 31 48 00  
[accueil61@normandie.chambagri.fr](mailto:accueil61@normandie.chambagri.fr)

#### Antenne de la Ferrière-aux-Étangs

21, rue de Briouze - BP 16  
61458 Flers cedex  
Tél. 02 33 62 28 82  
[laferriere@normandie.chambagri.fr](mailto:laferriere@normandie.chambagri.fr)

#### Antenne de Sées

ZI Les Fourneaux – Route du Bouillon  
61500 Sées  
Tél. 02 33 81 77 80  
[sees@normandie.chambagri.fr](mailto:sees@normandie.chambagri.fr)

#### Antenne de Mortagne-au-Perche

ZI La Grippe – La Fontenelle  
61400 Mortagne-au-Perche  
Tél. 02 33 85 34 40  
[mortagne@normandie.chambagri.fr](mailto:mortagne@normandie.chambagri.fr)

Madame,

Vous avez sollicité un premier avis de la Chambre d'Agriculture concernant le projet de prescriptions sur le périmètre de protection du captage « Grouas », sur la commune de Réveillon. Aussi, après lecture du dossier, nous avons l'honneur de vous faire part des remarques suivantes :

#### Concernant les prescriptions sur l'ensemble du périmètre de protection :

- L'interdiction de la destruction du couvert (1-2-1-1-1 n°7) pourra entraîner l'aménagement d'affouragement fixe sur un sol stabilisé. Nous demandons la prise en charge financière de l'aménagement par la collectivité.
- L'aménagement des puits et forages existants (1-2-1-1-2 n°12) devront être pris en charge financièrement par la collectivité.
- L'interdiction d'épandre des fientes et fumiers de volailles (1-2-1-2-1 n°15) ne nous paraît pas justifiée compte tenu du risque que représente objectivement l'épandage de fumier de volailles très pailleux, si par ailleurs les quantités épandues sont en cohérence avec la dose d'azote nécessaire aux besoins de la plante.

Nous rappelons que les projets de diversification en poules pondeuses ou poulets de plein air sont aujourd'hui des projets jugés sérieux qui peuvent conforter une installation notamment sur des unités foncières de taille limitée ou en Agriculture Biologique (AB).

- Concernant l'interdiction d'élevages porcins et avicoles de type plein air (1-2-1-2-1 n°19) sur le périmètre de protection rapprochée, cela ne nous semble pas justifié. A partir du moment où les effectifs sur les parcelles sont raisonnables et maîtrisés, il ne nous apparaît pas nécessaire d'interdire ce type d'élevage.
- Les stockages et manipulations de produits phytosanitaires, d'engrais liquides (1-2-1-2-2 n°23) doivent se faire sur des aires aménagées. L'ensemble des sites d'exploitation ne sont pas aujourd'hui aménagés pour la manipulation de ces produits. Les aménagements allant au-delà de la réglementation en vigueur devront être pris en charge par la collectivité.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

Siret 130031503 00019 / APE 9411Z

[normandie.chambres-agriculture.fr](http://normandie.chambres-agriculture.fr)



### **Concernant les prescriptions dans la zone sensible du périmètre de protection rapprochée (PPR1) :**

- L'interdiction d'affouragement d'une durée supérieure à 3 mois (1-2-2-1-1 n°37) peut apparaître difficile en fonction de la configuration de la parcelle ou du système d'élevage. Nous demandons l'étude au cas par cas des différentes situations. Pour les situations qui nécessiteraient un aménagement d'affouragement fixe sur un sol stabilisé, nous demandons la prise en charge financière de l'aménagement par la collectivité.
- Pour ce qui est de la remise en herbe des parcelles cultivées dans le périmètre rapproché sensible (1-2-2-2-1 n°40), nous demandons que les aménagements liés au pâturage (clôtures, extension des réseaux pour l'installation de point d'abreuvement, contention, ...) soient pris en charge par la collectivité, et que les calculs indemnitaires conduisent à une indemnité juste et équitable en cohérence avec le préjudice subi.

### **Concernant les prescriptions dans la zone complémentaire du périmètre de protection rapprochée (PPR2) :**

- Comme le prévoit le 7<sup>ème</sup> programme d'actions régional au titre de la Directive Nitrates, la destruction du couvert végétal (en dehors des sols à forte teneur en argile), ne pourra intervenir avant le 15 novembre. La destruction tardive du CIPAN n'est pas en faveur de la rotation des cultures ; rotation qui est favorable à la limitation des risques phytosanitaires.  
Par ailleurs, le périmètre de protection visant principalement à protéger les captages de risques liés aux pollutions accidentelles ou ponctuelles, cette prescription (1-2-3-1-1 n°48) ne nous semble pas à propos.

Une destruction du couvert hivernal au 15 janvier favorise le développement de la culture du maïs. La date du 15 novembre, imposée par la directive nitrates en vigueur, permet la mise en place d'autres cultures de printemps (orge, pois). En effet, pour être semées, ces dernières peuvent nécessiter un broyage du couvert végétal, un décompactage du sol avant le gel et donc avant le 15 janvier. Ce type de travail du sol, sans labour, n'est pas de nature à entraîner un ruissellement.

Nous demandons qu'il n'y ait pas de date plus restrictive que la directive nitrates, car cela restreint la possibilité d'implanter une culture de printemps autre que le maïs. La diversité de l'assolement et notamment des cultures de printemps permet de mieux gérer les adventices et donc de limiter l'usage des herbicides, ce qui est recherché en périmètre de captage.

Le **P**rogramme d'**A**ctions **N**ational nitrates 7 (PAN 7) et le **P**rogramme d'**A**ctions **R**égional Nitrates 7 (PAR7) encadrent déjà la mise en place la destruction du couvert, en réglementant :

- la date de destruction des couverts de CIPAN, que ces couverts soient exportés ou non ;
- la date de destruction pour les îlots dont le taux d'argile est supérieur à 25 %.

### **Situations particulières :**

➔ Nous attirons votre attention sur la situation particulière de M. LESIEUR, exploitant de la SCEA DES QUATRE VENTS, au lieu-dit les quatre vents à REVEILLON. La mise en place de ce périmètre de protection et ses prescriptions va engendrer une perte de la valeur vénale de son siège d'exploitation et de ses terres lors de la reprise lors de son départ en retraite. Nous demandons qu'une étude particulière soit menée sur l'exploitation.

➔ Nous tenons également à souligner la situation particulière de M. LECAMUS Aurélien - GAEC LA PRAIRIE à REVEILLON. Ce jeune agriculteur, installé depuis 3 ans, est concerné par l'interdiction d'épandage de fientes/fumiers de volailles. Avec un élevage de 30 000 poules pondeuses et un plan d'épandage validé il y a 3 ans, les prescriptions vont engendrer la perte de surfaces épandables, pouvant compromettre la viabilité économique de son système.

Nous observons que les pratiques actuelles d'épandage menées sur la zone du futur périmètre de protection permettent d'avoir une bonne qualité d'eau, qui est stable depuis 2001. Ces pratiques n'ont donc pas d'impact négatif, nous nous interrogeons donc sur le principe de précaution appliqué.

Nous demandons la réalisation d'une étude particulière pour la situation de M. LECAMUS Aurélien, nouvellement installé, en prenant en compte la perte de surfaces épandables et la remise en herbe de cultures ainsi qu'en étudiant l'indemnisation pour la mise en bouchons de fientes de volailles hygiénisés.

Vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à nos remarques et dans l'attente d'un échange avec vos services, je vous prie de croire, Madame, en l'assurance de ma haute considération.

Président de la Commission Environnement  
Nicolas TISON

